

PACIF asbl

Paysans Actifs Contre l'Ignorance et la Faim
B P. 42 Uvira/Sud-Kivu (RD Congo)
B P. 3695 Bujumbura II/Burundi
E-mail . pacifasbl@yahoo.fr

SIEGE SOCIALE UVIRA, SUD-KIVU RDCONGO



***PLAN D'ACTION SEMESTRIEL (AVRIL-
SEPTEMBRE 2004.)***

Mars 2004

I. INTRODUCTION

1. Brève historique sur le travail de PACIF dans la zone d'intervention

La zone d'intervention de PACIF, qui est une ONG de droit congolais créée le 22.11.1992, est constituée de trois Territoires de la Province du Sud-Kivu à savoir Walungu, Uvira et Fizi. Cependant, elle est opérationnelle et plus active dans la plaine de la Ruzizi et dans les moyens plateaux l'environnant. Ici, nous citons les villages Kamanyola, Katogota, Kalunga, Luvungi, Lubarika, Bwegera, Nyamutiri et Ndolera qui forment l'axe d'intervention pour le présent programme d'activités.

La finalité de PACIF est de contribuer positivement à la lutte contre l'ignorance et la faim. La promotion du bien être social des paysans en général et celui des enfants en particulier .

Les domaines d'intervention prioritaires de PACIF asbl sont l'Education sous toutes ses formes ; la Promotion des droits humains et la Paix ; Social ; la Santé et nutrition ; l'Environnement, l'agriculture, l'élevage et la pisciculture.

Pour ce faire, PACIF :

- A mis en place des étangs piscicoles familiales à Kamanyola en vue de la sécurité alimentaire avec l'appui de l'ACF/USA;
- Assure la prise en charge médico-nutritionnelle des malnutris à travers un centre nutritionnel de supplémentation à Kamanyola avec l'appui de l'ACF/USA ;
- Récupère et encadre dans un *centre-jour* les ESPD avec l'appui de PAM à travers PREFED et Réseau ESPD/Sud-Kivu ;
- Assistance humanitaire (distribution des vivres PAM) et appui à la production agricole (distribution des semences et outils aratoires) en faveur des populations vulnérables, déplacées en stade de réinstallation ou retournées de guerre dans la plaine de la Ruzizi (ENA, Femmes chefs des ménages). Activité conduite grâce à l'appui du PAM et de la CARITAS-Développement du Diocèse d'Uvira ;
- Plaide en faveur des ESPD ;
- Fait le plaidoyer pour la démobilisation des enfant soldats en collaboration avec différents partenaires (p.e. SC/UK, Héritiers de la Justice et BVES,...) ;
- Dénonce les violations des droits humains en synergie avec plusieurs partenaires ;
- Soutient les activités d'éducation civiques et la participation citoyenne ;
- Compte appuyer les familles des Enfants en Situation Particulièrement Difficile (ESPD) à travers les activités génératrices de revenu afin de subvenir aux besoins vitaux de leurs enfants ;
- Etc.

2. Bref résumé du problème à résoudre et la manière dont il affecte les enfants et la communauté

La situation politique et sécuritaire instable que connaît la RD Congo depuis 1996 et empirée par la guerre de 1998 a engendré des conséquences graves, surtout celles de violation des droits humains en général et ceux des enfants en particulier. Les familles ruraux et pauvres ont été les plus exposées à cette violation.

La violation la plus suicidaire faite à l'endroit des enfants est celle de leur recrutement comme la leur prise en otage par force ou par influence dans l'armée ou milices ainsi que la violence et des abus sexuels.

Malgré la signature et l'application de l'accord global et inclusif en RD Congo et l'amélioration relative des conditions sécuritaires dans certaines villes du Pays qui s'en est suivie, la plaine de la Ruzizi reste toujours le théâtre des multiples règnes des seigneurs de guerre antagonistes. Ceux-ci continuent le recrutement des nouvelles unités militaires, généralement des enfants, en vue de gonfler leur effectif et justifier la réclamation des postes importants.

Le présent plan d'action est la réponse réservée aux préoccupations soulevées au cours des différentes campagnes de sensibilisation et de plaidoyer effectuées auprès des autorités politico-militaires et administratives d'une part et les enfants soldats ainsi que les membres de leurs familles d'autre part.

Différentes initiatives de démobilisation et de réintégration ont été initiées mais elles se sont malheureusement heurtées au manque d'alternative pour stabiliser les enfants démobilisés dans leurs familles et dans leur environnement. Les enfants démobilisés tentent souvent de retourner dans la vie d'otage militaire faute d'alternative pour la survie et de conversion socio-économique. Parfois, ces enfants se convertissent dans des activités illégales dangereuses augmentant même de l'insécurité sur le reste des membres de la communauté (vols à mains armées, prostitution....).

Si aucune action urgente et systématique n'est envisagée, cette violation grave des droits humains en général et ceux des enfants en particulier qui constitue déjà un danger public risque d'hypothéquer l'avenir de tout un peuple.

C'est pour éviter cette catastrophe humaine que PACIF asbl propose un plan d'action DDR renforcé par des mécanismes rendant les enfants démobilisés capables de se prendre en charge pour leurs besoins vitaux.

3. Brèves informations sur les réponses actuelles dans la région d'action et la manière dont RAFAL pourrait appuyer ou compléter les activités courantes

Les réponses fournies jusque-là par PACIF asbl relèvent principalement de la sensibilisation et du plaidoyer en faveur du processus DDR, du transfert des enfants au Centre de Transit et d'Orientation ainsi que leur suivi.

Dans ce processus, il est attendu du RAFAL ;

- le soutien aux activités de sensibilisation et de plaidoyer pour la démobilisation et réintégration sociale des EAFGA auprès des militaires et membres des communautés locales (*Plan d'action*);
- l'appui aux activités de formation professionnelle des enfants démobilisés ;
- l'appui aux activités personnelles de développement initiées par les enfants démobilisés et réinsérés dans leur communauté d'origine ; (activité génératrice de revenu
- l'appui logistique nécessaire.

Bref, l'appui de RAFAL permettra à l'ONG PACIF d'améliorer ses prestations sur le terrain.

II. OBJECTIF GLOBAL

AMELIORER LES CONDITIONS DE VIE DES ENFANTS VULNERABLES DANS LA PLAINE DE LA RUZIZI

III. OBJECTIFS SPECIFIQUES

- Sensibiliser la communauté sur la protection de l'enfance ;
- Assurer le suivi social des enfants vulnérables réintégrés dans leurs familles et communautés ;
- Plaidoyer auprès de commandants pour la démobilisation et le recrutement des enfants dans l'armée ;
- Assurer la recherche et la réunification familiale des enfants séparés ;

IV. ACTIVITES :

- Sensibilisation communautaire sur le processus DDR et sur la protection des enfants vulnérables par la communautés ;
- Information et formation sur la CDE ;
- Vulgarisation de la CDE ;
- Suivi communautaire des enfants réintégrés, dans leurs familles et communautés ;
- Contacts de plaidoyer auprès de commandants de bataillons pour la démobilisation des EAFGA ;

- Identification, documentation, recherche et réunification des enfants vulnérables ;
- Transfert des EAFGA au CTO
- Prise en charge intérimaire des EAFGA ;
- Suivi et évaluation

V. METHODOLOGIE / STRATEGIE

- Descentes sur terrain
- Sensibilisation et persuasion des EAFGA et communauté ;
- Regroupement de gens pour information et formation ;
- Rencontre d'échange
- Réunion d'équipe pour l'évaluation des activités ;

VI. RESULTATS ATTENDUS :

- Réduction du taux d'utilisation et de recrutement des enfants dans l'armée ;
- Réduction du nombre d'enfants dans l'armée ;
- Les conditions de vie des enfants améliorées dans la communauté ;
- Implication de la communauté dans le processus DDR ;
- Les droits de l'enfant respectés dans la communauté
- La réinsertion des EAFGA effective dans leur familles.
- Maîtrise et connaissance de la CDE par la communauté.

VIII. BENEFICIAIRES :

Les bénéficiaire primaires sont les enfants associés aux forces et groupes armés démobilisés et réintégrés dans leurs communautés et les bénéficiaires secondaires sont tous les enfants de la communauté et toute la communauté ;

VIII. DUREE :

Les activités faisant objet du présent plan d'action seront exécutées durant 6 mois. C-à-d d'Avril à septembre 2004.

IX. LIEU D'INTERVENTION :

Ce plan d'action sera exécuté dans la plaine de la RUZIZI, axe KAMANYOLA -BWEGERA ;

X. CONTRIBUTION DE CHAQUE PARTICIPANT :

- PACIF étant l'initiateur du présent plan d'action aura à contribuer plus que les autres car il aura à coordonner les activités du début jusqu'à la fin, à assurer le suivi et l'évaluation des activités ;

- Les animateurs sociaux de PACIF impliqués dans les activités se disponibiliseront pour réalisation des activités ;
- Les enfants bénéficiaires directs des activités s'impliqueront dans la vulgarisation des leurs droits dans la communauté ;
- Les familles et toute la communauté participeront à toutes les séances organisées et prendrons en charge les enfants réintégrés.
- Les autorités locales faciliteront la réalisation des activités en assurant la sécurité dans le milieu ;
- RAFAL disponibilisera les frais qui permettrons de réaliser les activités à temps et appuyera par de conseils.

MATRICE CADRE LOGIQUE

OBJECTIF GLOBAL : Améliorer les conditions de vie des enfants vulnérables dans la plaine de la RUZIZI.

N°	OBJECTIFS SPECIFIQUES	ACTIVITES	RESULTATS ATTENDUS	I.O.V.	MOYENS VERIFICATION	DE
1.	Sensibiliser la communauté sur la protection de l'enfance	<ul style="list-style-type: none"> * Sensibilisation communautaire sur le processus DDR et sur la prise en charge communautaire des enfants vulnérables, * Vulgarisation de la CDE ; * Information des enfants sur leurs droits. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction du taux de violation des droits de l'enfant ; - Prise en charge communautaire des enfants vulnérables ; - Implication de la communauté dans le processus DDR. 	<ul style="list-style-type: none"> - 8 Réunions tenues - 240 Leaders de la communauté sensibilisés ; - 45 EAFGA démobilisés - 30 EAFGA réintégrés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Listes de présences - Fiches de documentation ; - décharges - Reçu - Rapports. 	
2.	Assurer le suivi social des enfants vulnérables réintégrés dans leur familles et communauté ;	<ul style="list-style-type: none"> * Suivi communautaire des EAFGA réintégrés * Suivi scolaire ; * Encadrement en alphabétisation des 25 EAFGA ; * Suivi et évaluation 	<ul style="list-style-type: none"> - Réinsertion effective de plus au moins 45 EAFG dans la communauté ; - Droits de l' enfant respectés dans la société 	<ul style="list-style-type: none"> -540 visite de suivi réalisées - 45 EAFGA suivi - 25 EAFGA encadrés en alphabétisation et remise en niveau scolaire . 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités - Registre d'appel - Décharges - Reçu 	
3	- Plaidoyer auprès de commandants pour la démobilisations et le non recrutement des enfants dans l'armée	<ul style="list-style-type: none"> * Contacts de plaidoyer dans les bataillons ; * Transferts des EAFGA au CTO ; * Prise en charge interimaire des EAFGA à transférer * Suivi et évaluation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction du nombre d'enfants dans l'armée et du taux de recrutement des enfants dans l'armée ; - Droits des enfants respectés . 	<ul style="list-style-type: none"> -Plus ou moins 45 EAFGA démobilisés ; - Plus ou moins 30 descentes de plaidoyer ; - Plus ou moins 45 EAFGA prise en charge et transférés au CTO. 	<ul style="list-style-type: none"> - Fiche d'identification et de vérification - Liste de présences - Décharges - Factures - Rapports d'activités. 	
4.	Assurer la recherche et la réunification familiale des enfants séparés.	<ul style="list-style-type: none"> * Indentification * Documentation * Recherche * Réunification * Localisation familiale * Préparation psychologique de la famille * Médiation familiale 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction du nombre d'enfants séparés ; -Promotion des droits de l'enfants. 	<ul style="list-style-type: none"> - 180 descentes de localisation et préparation des familles - Plus ou moins 60 enfants réunifiées. 	<ul style="list-style-type: none"> - Fiches de documentation - certificats de remise - Rapports d'activités - Décharges 	de

ANNEXE 1 : BUDGETISATION

N°	DESIGNATION	QUANTITE	C.U.	C.T.
A. AVRIL 2004				
<u>1^{ère} Activité</u> : Sensibilisation communautaire sur le processus DDR et la prise en charge communautaire des enfants vulnérables sur les sites : KAMANYOLA, KATOGOTA et LUBARIKA				
1.	Location salle	1x3 sites	20\$	60\$
2.	Achat craies	2 boites	5\$	10\$
3.	Frais de modération	1 pers. X.3 sites	30\$	90\$
4.	Restauration des participants	96 pers.	3\$	288\$
5.	Transport des participants	90 pers.	2\$	180\$
6.	Sucrés	4 caisses.	7\$	28\$
7.	Achat cahiers de 32 pages	10 DZ	1,5\$	15\$
8.	Boite de stylos	2 boites	5\$	10\$
9.	Saisie impression et Distribution des invitations	Forfait	Forfait	80
Sous-Total 1.				761\$
<u>2^{ème} activité</u> : Plaidoyer après des commandants pour la démobilisation (KAMANYOLA, LUVUNGI, KATOGOTA)				
10.	Descente sur terrain	8 anim. x 10 visites	3\$	240\$
11.	Collation des animateurs	8 anim. X 10 visites	2\$	160\$
Sous-Total 2				400\$
TOTAL POUR AVRIL 2004				1.161\$
B. MAI 2004				
<u>1^{ère} Activité</u> : Census des ENAS				
12.	Animateurs sociaux	16 pers.	40\$	640\$
Sous-total 1				640\$
<u>2^{ème} activités</u> : Information et formation sur la CDE sur 3 sites (LUVUNGI, BWEGERA et NDOLERA)				
13.	Location véhicule	3 jrs	30\$	90\$
14.	Location salle	3 jrs	20\$	60\$
15.	Restauration des participants	96 personnes	3\$	288\$
16.	Transport des participants	90pers	2\$	180\$
Sous-Total 2				618\$
TOTAL GENERAL MAI 2004				1258\$
C. JUIN 2004				
<u>1^{ère} activités</u> : Plaidoyer auprès des commandants pour la démobilisation et transferts des EAFGA au CTO.				
17.	Descente sur terrain	8 anim. X 8 visites	3\$	192\$
18.	Collation des animateurs	8 anim. X 8 visites	2\$	128\$
19.	Transport des EAFGA	30 enfants	2\$	60\$

20.	Collation des EAFGA	30 enfant	2\$	60\$
Sous-Total 1				440\$
2^{ème} activité : Localisation et préparation des familles de 30 EAFGA pour la réintégration				
21.	Descentes sur terrain			
22.	Collaboration des animateurs	8 anima. X 4 visites	3\$	96\$
23.	Transport des EAFGA	8 anima. 4 visites	2\$	64
24.	Collation des EAFGA	30	2\$	60\$
		30	2\$	60\$
Sous-Total 2				280\$
3^{ème} activité : Sensibilisation communautaire sur le processus DDR et la prise en charge communautaire des enfants vulnérables sur les axes LUVUNGI, BWEGERA , NDOLERA & KALUNGA				
25.	Location salle	4 visites	20\$	80\$
26.	Achat de modération	2 boites	5\$	10\$
27.	Frais de modération	1 pers. x 4 sites	30\$	120\$
28.	Restauration des participants	128 personnes	3\$	384\$
29.	Transport des participants	120 personnes	2\$	240\$
30.	Sucrés	5 caisses	7\$	35\$
31.	Achat cahiers 32 pages	10 DZ	1,5\$	15\$
32.	Boite de Bics	3	5\$	15\$
33.	Saisies, impressions et distribution des invitations	Forfait	Forfait	80\$
Sous-total 3				979\$
TOTAL JUIN 2004				1699\$
D. JUILLET 2004				
1^{ème} activité : IDTR des enfants séparés (KAMANYOLA, LUVUNGI & KATOGOTA)				
34.	Multiplication fiches des documentation	600 pages	0,1\$	60\$
35.	Descentes sur terrain	6 anim. X 10 visites	3\$	180\$
36.	Collation des animateurs	6 anim. X 10 visites	2\$	120\$
Sous - total 1				360\$
2^{ème} activité : Information et formation sur la CDE aux 4 sites (KAMANYOLA, LUBARIKA, KATOGOTA & KALUNGA)				
37.	Location véhicule	4 jrs.	30\$	120\$
38.	Location salle	4 jrs.	20\$	80\$
39.	Restauration des participants	128 pers.	3\$	384\$
40.	Transport des participants	120 pers.	2\$	240\$
41.	Cahier de 32 pages	10 DZ	1,5\$	15\$
42.	Boites de bics	3	5\$	15\$
Sous-total				954\$
3^{ème} activité : Suivi social des 30 EAFGA réintégrés en familles				
43.	Descente sur terrain	8 anim. X 10 visites	3\$	240\$

44.	Collation des animateurs	8 anim. X 10 visites	2\$	160\$
	Sous-total 1			400\$
	TOTAL JUILLET 2004			1714\$
	E. AOUT 2004			
	1^{ère} activité : IDTR des enfants vulnérables séparés (NYAMUTIRI, NDOLERA & BWEGERA)			
45.	Descente sur terrain	6 anim x 10 visites	3\$	180\$
46.	Collation des animateurs	6 anim x 10visites.	2\$	120\$
	Sous-total 1			300\$
	2^{ère} Activité : Vulgarisation de la CDE (aux 8 sites)			
47.	Multiplication de la CDE	22 pages x 600 exp.	0,1\$	1320\$
48.	Descente sur terrain	8 anim. X 2 visites	3\$	48\$
49.	Collation des animateurs	8 anim. x 2 visites	2\$	32\$
	Sous-total 2			1400\$
	TOTAL AOUT 2004			1700\$
	F. SEPTEMBRE 2004			
	1^{ère} Activité : Suivi social des 30 EAFGA réintégrées dans leurs familles			
50.	Descentes sur terrain	8 anim. X 10 visites	3\$	240\$
51.	Collation des animateurs	8 anim. X 10 visites	2\$	160\$
	Sous-total 1			400\$
	2^{ème} activités : IDTR des enfants séparés LUBARIKA & KALUNGA)			
52.	- Descentes sur terrain	4 anim. X 10 visites	3\$	120\$
53.	- Collation des animateurs	4 anim. X 10 visites	2\$	80\$
	Sous-total 2			200\$
	3^{ème} activité : Evaluation des activités et confection rapport final			
54.	Frais d'évaluation	Forfait	Forfait	200\$
55.	Saisie et impression rapport final	20 pages	1\$	20\$
	Sous-total 3			220\$
	TOTAL DE SEPTEMBRE 2004			820\$

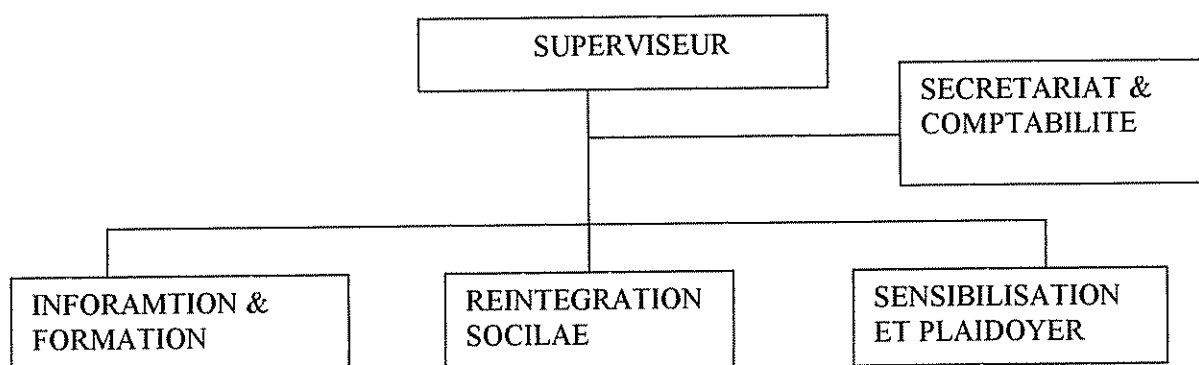
Avril : 1161\$
 Mai : 1258\$
 Juin : 1699\$
 Juillet : 1714\$
 Août : 1700\$
 Septembre : 820\$

TOTAL GENERAL = 8352\$

Nous disons Huit mille trois cent cinquante deux dollars américains.

ANNEXE 2 : PLAN DU TRAVAIL POUR LES 3 PREMIERS MOIS

N°	Activités	Avril 2004	Mai 2004	Juin2004
1	Plaidoyer auprès de commandants pour la démobilisation et le non recrutement des enfants dans l'armées	X	-	X
2	Sensibilisation communautaire sur le processus DDR et la prise en charge communautaire des enfants vulnérables	X	-	X
3	Census des ENAS Rwandais vivant en famille d'accueil congolaises	-	X	-
4	Information et formation sur la CDE	-	X	-
5	Localisation et préparation de familles pour la réunification	-	-	X

ANNEXE 3 : ORGANIGRAMME**Liste du personnel et leurs fonctions**

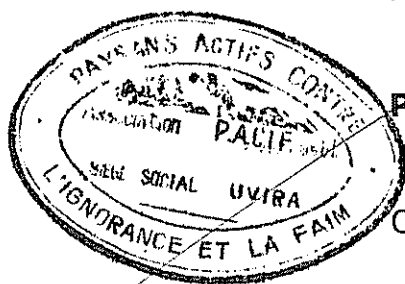
N°	Noms	Fonctions	Attributions
1	Patrice MIHIGHO	Coordinateur	Coordonne toute les activités
2	Urbain MWENYIMALI	Chargé de programme	Assure le plaidoyer auprès des commandants
3	Jean Paul BAHUNEMUNGU	Animateur	Chargé de la sensibilisation
4	Esthère ZAGABE	Secrétaire comptable	Tiens les documents et la caisse
5	Corneille KAGUGE	Animateur	Chargé du suivi
6	CHIHENGA KAFADARE	Animateur	Chargé de la sensibilisation
7	BASEMAKE NGONGO	Animateur	Chargé de l'information et de la formation
8	J. BOSCO BADESIRE	Animateur	Chargé des suivi
9	FAIDA Célestine	Animatrice	Chargé du plaidoyer

ANNEXE 4 : PLAN DE SUIVI ET DE SUPERVISION

- La Coordination qui assurera la supervision des activités assurera également le suivi et l'évaluation ;
- Le suivi des activités se fera quotidiennement par tout le personnel impliqué dans la réalisation des activités ;
- Chaque animateur établira les rapports journaliers, hebdomadaires mensuels, trimestriels et semestriel des activités réalisées et la coordination à son tour produira de rapports synthèses ;
- Des réunions hebdomadaires seront tenues et sanctionnées par de P.V ;
- A la fin des activités PACIF se réserve le droit d'organiser une auto-évaluation ;
- Le bailleur pourra aussi organiser de descentes de supervisions sur terrain et pourra mettre en place si nécessaire une équipe d'évaluateurs d'activités en collaboration avec PACIF.

Fait à UVIRA, le 25/03/2004.

Pour PACIF asbl



Patrice MIHIGHÓ RWANDIKA

Coordinateur